



HAL
open science

L'explication électorale au prisme des sciences du territoire

Michel Bussi

► **To cite this version:**

Michel Bussi. L'explication électorale au prisme des sciences du territoire. CIST2014 - Fronts et frontières des sciences du territoire, Collège international des sciences du territoire (CIST), Mar 2014, Paris, France. pp.77-82. hal-01353416

HAL Id: hal-01353416

<https://hal.science/hal-01353416>

Submitted on 11 Aug 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'explication électorale au prisme des sciences du territoire ¹

AUTEUR

Michel BUSSI, IDEES (France)

RÉSUMÉ

On assiste actuellement à un retour de l'approche territorialisée des questions de socialisation politique, en particulier des questions électorales. Celle-ci se marque moins par un recours renouvelé à la carte et ses méthodes que par une prise en compte de ce que les politistes nomment « le contexte ». La relation science politique/territoire apparaît ainsi plus complexe. Trois évolutions majeures de l'approche territorialisée des votes doivent être prises en compte : l'accès à des données socio-électorales de plus en plus nombreuses et précises, l'ouverture internationale de la démocratie et des sources d'information associées, l'importance de la prise en considération d'un contexte multiscale et mobile. Les courants qui traversent les sciences du territoire offrent un point de débat intéressant l'ensemble de la science électorale : soit on entre par le territoire, perçu comme un enjeu (identité, représentation, participation, mobilisation, conflits...), soit on entre par l'espace, perçu comme un filtre d'analyse (relégation, mobilités, distance, proximité, voisinage...). L'approche territorialisée du politique s'enrichira du dialogue entre les deux entrées.

MOTS CLÉS

Géographie électorale, démocratie, découpages électoraux

ABSTRACT

We currently observe a new interest for the place-based approach in the electoral studies. This interest is not limited to maps, but takes into account what political scientists call "context". The relationship between Political Science and territory appears more complex. Three major changes in the approach of vote must be taken into account: an access to socio-election data that are more numerous and precise, the international progress of democracy and associated information sources, the importance of a multi-scale and mobile context. The debates in Territorial Sciences provide an interesting discussion for all the election science: the territory can be considered as an issue (identity, representation, participation, mobilization, conflict...) or as a filter for the analysis (relegation, mobility, distance, proximity, neighbourhood...). The place-based approach is able to enrich the political dialogue between the two inputs.

KEYWORDS

Electoral geography, democracy, redistricting

1. GÉOGRAPHIE ET SCIENCE ÉLECTORALE FRANÇAISE : QUELQUES COLLABORATIONS

Les liens entre l'approche territoriale des votes (longtemps résumée à la géographie électorale) et les sciences politiques existent et se sont sans doute renforcés au cours des

¹ Cette communication reprend en partie une note rédigée (mais non publiée) pour le congrès de l'Association de sciences politiques, en juillet 2013, sur « Le futur des études électorales en France ».

quinze dernières années, même si la relation reste asymétrique, puisque les géographes qui s'intéressent aux questions électorales sont de fait peu nombreux, en tous les cas bien moins nombreux que les politistes électoralistes (qui de près ou de loin parlent des territoires). Mais ce qui est marquant dans ces coopérations est la diversité des formes qu'elles prennent désormais. Cinq exemples de « programmes communs » permettent de mettre en lumière cette diversité. Elles permettent également, évidemment, de se projeter dans les fronts pionniers d'une science des territoires politiques.

– *Les travaux du GAEL (Groupe d'analyses électorales) de l'AFSP et du groupe ADRET (Analyse de la démocratie, des représentations, des élections et des territoires)* se sont croisés à partir du milieu des années 90. Ces rencontres ont été marquées par plusieurs colloques ou journées thématiques (l'approche contextuelle, l'Europe, le genre, la carte électorale...). Presque toujours pluridisciplinaires, elles furent l'occasion de discussions entre géographes et politistes (y compris de nombreux doctorants). Elles doivent beaucoup à deux politistes qui furent capables d'initier le dialogue avec des géographes.

- Annie Laurent, animatrice du GAEL, a occupé une position privilégiée puisque sa thèse portait précisément sur les questions de vote et territoire et, en particulier, sur la théorisation de la relation de la démocratie française et de ses institutions aux territoires, sans d'ailleurs que ce mémoire fondamental ne soit diffusé chez les géographes.
- Hervé Guillorel fut membre fondateur d'ADRET (il en trouva l'acronyme) et auteur dans les années 80 d'un fameux « rapport » sur la géographie électorale des géographes.

Depuis une dizaine d'années, le groupe ADRET s'est effacé devant le renouveau de la commission de géographes politiques française du Comité national français de géographie, qui intègre désormais des questions électorales et de démocratie, ce qui apparaissait alors comme un autre front pionnier au sein de cette sous-discipline de la géographie.

– *Les travaux sur le Front national*, pour lesquels le recours au territoire est un passage presque obligé. En effet, l'émergence politique du Front national a en grande partie remis en cause la thèse de l'homogénéisation (ou nationalisation) des comportements électoraux. La carte du Front national apparaît comme la plus organisée géographiquement parmi l'ensemble des partis français sans que cette répartition ne soit réductible à une explication simple. De ce fait, cette « lune brune » à l'est de la France a amené de nombreux géographes à proposer des pistes explicatives, et les politistes spécialistes du Front national, en particulier Pascal Perrineau, ont pu ainsi être amenés à s'intéresser à une entrée par les territoires et aux travaux des géographes, et à collaborer avec eux sur ce point.

– Dans un autre registre, *le renouveau de l'approche contextuelle*, orchestrée notamment par les travaux de Céline Braconnier (2010), apparaît explicitement à la fois comme un front pionnier dans sa propre discipline, mais aussi comme une ré-interrogation des méthodes des géographes, en particulier ceux qui se réfèrent à la géographie sociale. Ce renouveau s'impose comme un retour à des travaux ancrés dans les territoires, en réaction aux recherches par sondages atomistes, qui remplacèrent progressivement l'usage des cartes électorales dans les années 60-70. Le dialogue est alors aisé entre certains géographes et certains politistes qui, de fait, possèdent des méthodes si proches que les cloisons disciplinaires en deviennent particulièrement fines.

– *Le programme ANR/FEDER CARTELEC*, co-piloté par IDEES ² et le CEVIPOF ³ et qui regroupe à la fois des géographes et des politistes, est sans doute l'un des programmes

2 Identités et différenciations de l'environnement, des espaces et des sociétés (IDEES).

3 Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF).

de collaboration les plus aboutis. L'objectif était de cartographier les 65 000 bureaux de votes en France, dont 30 000 infracommunaux. En effet, la cartographie systématique des bureaux de vote n'existait pas en France avant CARTELEC, et moins encore la connaissance de la composition socio-économique de ces bureaux. Cet objectif a été partiellement atteint en juin 2013 avec la cartographie effective de tous les bureaux de vote pour les communes françaises de plus de 20 000 habitants. On peut espérer que ce très lourd investissement méthodologique, qui aboutit à une mise à disposition de ces données pour l'ensemble de la communauté scientifique, soit avant tout, à travers une plateforme de données partagées, le point de départ de réflexions croisées. Il l'a déjà été par la présentation du programme « en régions » devant des publics pluridisciplinaires majoritairement composés de géographes et de politistes.

– Plus récemment encore, en juin 2013, à l'occasion du *centenaire du tableau politique de la France de l'ouest d'André Siegfried*, un colloque a été co-organisé par IDEES et les politistes du GAP⁴ de Nanterre, à Cerisy-la-Salle. Il a regroupé une trentaine d'intervenants, à la fois géographes et politistes mais aussi historiens et économistes, et fut incontestablement l'occasion d'une mise au point épistémologique et théorique importante sur les relations entre territoire et science politique autour de la figure tutélaire de Siegfried (un pionnier du dialogue interdisciplinaire autour du territoire ?). On remarquera que les précédentes commémorations de Siegfried avaient rarement réunis à la fois géographes et politistes. Un signe des temps ?

Pourtant, aussi fécondes soient ces collaborations, il est important de rappeler et de discuter l'apport spécifique d'une approche territoriale, par la géographie, elle-même en questionnement sur ses paradigmes.

2. RETOUR SUR LA GÉOGRAPHIE ÉLECTORALE (ET SA DIVERSITÉ)

La géographie électorale est une discipline assez clairement identifiée par les géographes. Elle possède un objet : les votes ; une méthode : la cartographie des résultats électoraux et la confrontation de ces cartes avec des variables supposées explicatives ; un père fondateur : André Siegfried ; une utilité sociétale : la demande médiatique pour une analyse factuelle des résultats au lendemain des élections. Cette vision claire, mais réductrice, implique un certain nombre de limites. L'utilisation à des fins scientifiques des résultats électoraux n'est souvent pas une fin en soi, faisant du vote l'objet central d'une recherche, mais est liée à des intérêts où le vote apparaît périphérique.

La géographie électorale est cependant traversée par plusieurs courants, qui d'ailleurs ne se reconnaissent pas tous sous le titre de géographie électorale (souvent confondue avec la cartographie), mais se rassemblent davantage sous la bannière des territoires. Au début des années 2000, on pouvait distinguer quatre approches en son sein (tableau 1)⁵.

Cette classification peut apparaître aujourd'hui dépassée, et on pourrait évidemment en discuter les termes. Cependant, à travers notamment les méthodologies employées,

4 Groupe d'analyse politique (GAP).

5 On peut noter que J. Agnew propose en 1990 une autre classification pour la géographie électorale. Il distingue quatre objectifs : "Geography of electoral behaviour, Geography of interpersonal information flow, Geography of electoral systems, Geography of political parties" (Agnew, 1990). Si cette classification, moins basée sur les méthodes, apparaît adaptée à la production anglo-américaine, elle ne me semblerait guère discriminante vis-à-vis de la production française.

l'entrée territoriale reste traversée par une grande diversité d'approches. Mais le clivage est plus profond qu'une simple question de méthode. Pour noircir le trait, on pourrait avancer que ces quatre approches sont aussi peu réconciliables que la géographie elle-même. En effet, elles se différencient explicitement par le type d'influence qu'elles accordent au couple espace/territoire dans l'explication du vote. L'approche monographique considère le territoire simplement comme le creuset dans lequel se mélangent histoire, sociologie et politique pour former des « cultures politiques », assez proche au fond d'une « approche contextuelle ». L'approche politique considère le territoire comme le périmètre au sein duquel s'exerce un pouvoir, principalement descendant, et dans lequel s'affrontent différents acteurs. L'approche comportementale considère au contraire le territoire comme la liberté plus ou moins importante de l'individu vis-à-vis de son environnement, son « capital spatial », et renvoie alors à la notion d'intégration, ou de formation socio-spatiale, voire d'individu « stratège ». L'approche quantitative parle davantage d'espace que de territoire et le considère comme une dimension ayant ses propres lois (diffusion notamment), auxquelles les individus ne résistent que de façon résiduelle. Ces quatre dimensions montrent la complexité de l'entrée par les territoires mais ne participent pas à la lisibilité externe d'une telle science.

Tableau 1. Quatre approches du vote par les territoires

Approche	Objet scientifique	Méthode
Approche monographique	ensemble du processus électoral	cartes zonales, connaissance systématique de l'espace institutionnel
Approche politique	mode de scrutin, campagne électorale, conflits/rapports de force, partis, élus	comptes-rendus de la presse et des médias, analyse du discours politique, observation politique « de l'intérieur » (par entretien, engagement ou infiltration)
Approche comportementale	intégration sociale et citoyenneté, résultats électoraux, candidats	enquêtes contextuelles, études longitudinales
Approche quantitative	organisation du vote (inscrits, découpages), prévision électorale, résultats électoraux	systèmes d'informations géographiques, modélisation spatiale

On peut pourtant estimer que l'influence du couple espace/territoire sur le vote comporte ces quatre dimensions : la distance physique vis-à-vis de pôles émetteurs d'opinion, les capitaux spatiaux individuels qui déterminent le degré d'influence de cette diffusion sur les individus, les territoires politiques dans lesquels la somme de ces comportements électoraux individuels prennent leur sens, les spatialités civiles dans lesquelles la somme de ces comportements sociaux individuels s'inscrivent. Reconnaître cette pluralité permet déjà d'avancer (groupé). Elle permet également de montrer que la diversité des approches sur des questions électorales dans les territoires ne sont pas réductibles à un simple « effet de contexte » ou une simple cartographie.

3. CINQ PROPOSITIONS DE TRAVAIL INTÉGRANT LA SCIENCE DES TERRITOIRES AU SEIN DES SCIENCES ÉLECTORALES FRANÇAISES

1. *Le vote urbain et intra-urbain dans l'analyse.* À partir du programme ANR/FEDER CARTELEC, et en exploitant la base de données socio-électorales associée, centrer des analyses sur une approche intra-urbaine permettra de renouveler en partie l'approche électorale « classique »,

- a. en mettant en évidence l'importance des variables lourdes dans l'explication du vote (CSP, revenus, habitat...), c'est-à-dire autant de variables dont l'influence

apparaît minimisée lorsqu'on se contente d'observer des moyennes communales. Les premières analyses liées aux données CARTELEC mettent en évidence l'intérêt de la variable électorale comme indicateur des ségrégations croissantes au sein des agglomérations françaises.

b. en nuancant les conclusions d'analyse cartographique à l'échelle française, survalorisant les espaces ruraux peu denses et n'intégrant pas ou peu le fait urbain, telles celles opérées par Emmanuel Todd et Hervé Le Bras.

c. en utilisant la composition socio-électorale des bureaux de vote comme base de sondage pour des enquêtes individuelles.

On peut considérer que la connaissance du vote intra-urbain permettra une avancée de la socio-géographie électorale comparable à celle du début des années 2000, lorsque les données par commune furent pour la première fois accessibles sous forme numérique.

2. *Modéliser les comportements électoraux dans l'espace.* Dans le prolongement des travaux de Bussi, Langlois et Colange (2008) et à partir principalement des méthodes de modélisations individus-centrés (systèmes multi-agents, automates cellulaires), il s'agirait de tester des méthodes de simulations du vote. Des travaux pionniers ont montré qu'il était possible de simuler en grande partie le vote Front national à partir de règles simples (diffusion par contagion à partir de pôles émetteurs). Le logiciel MAGEO actuellement développé au sein de l'UMR IDEES fournit une plateforme de modélisation qui semble adaptée à une telle problématique.

3. *Travailler sur le redistricting à la française.* Les travaux sur les *redistrictings* sont importants aux États-Unis. À l'inverse, en France, les redécoupages électoraux ont fait l'objet de peu d'analyses, notamment de la part des géographes (nouveau découpage des circonscriptions, futur redécoupage des cantons). Le *gerrymandering* apparaît pourtant comme une instrumentalisation politique emblématique du territoire. Si ces questions de redécoupage ont été assez bien analysées par les géographes sous l'angle des périmètres des structures intercommunales, elles ont peu été pensées sous l'angle de la justice socio-spatiale et des théories néo-constitutionnelles.

4. *Travailler sur les effets spatiaux des modes de scrutins.* Les géographes, politistes et économistes français ont peu collaboré sur les questions des modes de scrutins et leur conséquence sur les territoires. On pourrait notamment imaginer travailler sur :

a. Le test « grandeur nature » de la modification de modes de scrutin sur les territoires, à partir de données sociales et électorales (sur le principe du modèle de structure sociale dit « de Johnston »).

b. les théories des jeux, coopératifs ou non, pour expliquer les systèmes de vote dans les assemblées territoriales, mais également les formes de coalitions, de coopérations, voire de gestion des équipements publics (votes avec les pieds type Tiébout par exemple, ou indice de Banzhaf appliqué à des cas locaux, dilemme du prisonnier d'Axelrod spatialisé).

5. *Une approche comparative.* Au-delà du strict cas français, l'analyse des territoires politiques s'est également beaucoup renouvelée à travers des approches comparatives vers d'autres démocraties, notamment dans les États du sud. Dans nombre de démocraties « émergentes », on dispose désormais de données des résultats des votes, de fichiers des électeurs et des élus, des recours ou griefs, de la structuration partisane (ces

données étant parfois plus accessibles qu'en France). En l'absence de sondages fiables, le recours à la carte reste d'ailleurs souvent une méthode privilégiée, mais déterministe sans précautions méthodologiques. Des travaux récents, par exemple de cartographie électorale au Mali ou en Tunisie démontrent tout l'intérêt d'un tel transfert de compétences qui devrait se traduire par la multiplication des « observatoires » des votes.

RÉFÉRENCES

Agnew J.E., 1990, "From political methodology to geographical theory? A critical review of electoral geography", 1960-87, in Taylor P.J., Johnston R.J., 1990, *Developments in electoral geography*, London, Routledge.

Braconnier C., 2010, *Une autre sociologie du vote. Les électeurs dans leurs contextes : bilan critique et perspectives*, LEDJ.

Bussi M., 2008, "Modeling Spatial Logics of Individual behaviors: from methodological Environmentalism to the Individual Resident Strategist", in Guermond Y. (dir.), *The modelling Process in geography*, Wiley.

Bussi M., Lima S., Vigneron D., 2009, « L'État-nation africain à l'épreuve de la démocratie, entre présidentialisation et décentralisation : l'exemple du Mali », *L'espace politique*, n° 1-2009, « L'État en Afrique ».

Laurent A., 1983, *Espace et comportement électoral*, thèse de doctorat de 3^e cycle en science politique, sous la direction de F. Bon.

L'AUTEUR

Michel Bussi

IDEES

CNRS

michel.bussi@univ-rouen.fr